

# Silvio Berlusconi, 1e Papi girls

Silvio Berlusconi, l'ancien Premier ministre italien, a été au centre de nombreux scandales sexuels tout au long de sa carrière. En janvier 2007, sa déclaration enflammée sur Mara Carfagna, une députée et ancienne showgirl, a déclenché des excuses publiques de la part de sa femme, Veronica Lario. En avril 2009, l'anniversaire de Noemi Letizia, une jeune Napolitaine, a ajouté une nouvelle couche au scandale. Des allégations d'activités sexuelles avec Berlusconi lorsqu'elle était mineure ont émergé, conduisant à la demande de divorce de Veronica Lario en mai 2009.

Les féministes ont également réagi, critiquant l'instrumentalisation du corps féminin dans les médias italiens, en particulier dans les émissions de Berlusconi. Le printemps 2009 a dévoilé une affaire d'escort girls impliquant des résidences de Berlusconi à Rome et en Sardaigne. Les écoutes téléphoniques ont révélé des paiements pour des soirées avec des jeunes femmes, alimentant davantage les controverses.

En juin de la même année, des photos de femmes de nuit «bunga bunga» à Certò ont été publiées, créant un tollé en Europe.



En octobre 2010, le Rubygate a éclaté lorsque Karima El Mahroug, alias Ruby, a affirmé avoir participé à des soirées chez Berlusconi alors qu'elle était mineure. Le président du Conseil serait intervenu pour sa libération, croyant qu'elle était la nièce de l'ex-président égyptien Hosni Moubarak. Malgré les démentis de Berlusconi et de Ruby sur toute relation sexuelle, le scandale a persisté.

En mars 2011, les révélations sur la générosité financière de Berlusconi envers ses «papy girls» ont ajouté une dimension monétaire au scandale. Des sommes importantes ont été mentionnées, soulignant davantage le comportement controversé de l'ancien Premier ministre. Alors que Berlusconi fait face aux juges en avril 2023 pour le Rubygate, les Italiens continuent de se questionner sur les frasques du «Cavaliere» qui a été au centre de multiples controverses sexuelles au fil des ans.

## La censure du numérique par les dirigeants

Les années 2000 ont été marquées par l'émergence d'une forme de censure en Russie. Un exemple significatif remonte à 2006 lorsque Vladimir Poutine et le gouvernement russe ont promulgué une loi régulant les sites internet, communément appelée la «Loi sur les médias». Cette législation a suscité la controverse en établissant des règles plus strictes pour les sites web et les blogs. Notamment, elle exigeait l'enregistrement des domaines sous des extensions russes pour une traçabilité accrue et la fourniture d'informations détaillées sur les propriétaires.

De manière préoccupante, cette loi a également conféré aux autorités russes le pouvoir de bloquer des sites web sans recourir à une décision judiciaire préalable. Initialement conçue pour renforcer le contrôle gouvernemental sur le contenu en ligne, cette législation a ouvert la porte à une censure plus rapide et aisée du contenu en ligne, conférant ainsi un pouvoir accru au gouvernement russe. Cependant, cela s'est également traduit par une réduction de la liberté d'expression et a constitué un nouvel exemple de censure numérique.

En outre, en 2010, le gouvernement de Poutine a adopté une loi exigeant le stockage des données des utilisateurs russes sur des serveurs situés en Russie. Bien que présentée comme une mesure de sécurité visant à protéger davantage les données des citoyens russes, cette disposition a été largement interprétée comme une stratégie visant à renforcer la capacité du gouvernement à surveiller et à contrôler les données circulant sur Internet.

Une fois de plus, cela a soulevé des inquiétudes quant à la liberté d'expression et à la possibilité de censure en ligne en Russie. Ces mesures ont été considérées comme des tentatives visant à accroître le contrôle du gouvernement sur Internet, provoquant des préoccupations quant à la liberté d'expression, à la surveillance accrue et à la possibilité de censure arbitraire en ligne en Russie.

Bien qu'aucun scandale particulier n'ait éclaté en raison du climat politique répressif en Russie, ces politiques ont été largement débattues et critiquées pour leur impact négatif sur la liberté d'expression et l'accès à l'information en ligne dans le pays. Pendant la période de 2000 à 2010, la Russie n'était pas le seul exemple de censure numérique, vie privée et à la surveillance en ligne.

